



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
11 juillet 2013
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2013

New York, 9-13 septembre 2013

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières, budgétaires et administratives

Rapport du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS sur les achats groupés

Résumé

Les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Copenhague ont commencé à évaluer en janvier 2011 les possibilités d'achats groupés. Le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont convenu que leur collaboration dans ce domaine améliorerait l'efficacité des procédures, renforcerait les pratiques d'achats et réduirait les coûts pour tous les organismes participants.

C'est ainsi qu'en février 2011 les organismes susmentionnés ont lancé un appel d'offres commun pour des services d'assurance du fret. Le nouvel accord à long terme a permis aux trois organismes (FNUAP, PNUD et UNOPS) de réaliser des économies annuelles de près de deux millions de dollars des États-Unis.

Le succès de cette initiative et de celles qui ont immédiatement suivi a renforcé la détermination des organismes de poursuivre le projet d'harmonisation. Depuis 2011, divers projets d'achats groupés ont été menés à bien avec des résultats uniformément positifs. De nouvelles initiatives de collaboration sont en cours et d'autres sont prévues pour continuer à promouvoir la collaboration entre les organismes des Nations Unies en vue de renforcer et d'uniformiser les procédures d'achats au sein du système des Nations Unies.

Le présent rapport contient les principales constatations et conclusions concernant les achats groupés qui ont été effectués jusqu'ici et il décrit les initiatives en cours et prévues en 2013.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration pourrait souhaiter prendre note du présent rapport et faire des observations sur les progrès enregistrés dans les initiatives d'achats groupés.



I. Introduction

1. Les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Copenhague ont commencé à évaluer en janvier 2011 les possibilités d'achats groupés. Des accords similaires existent déjà sur le terrain et sont appliqués depuis un certain temps, ce qui a permis aux parties intéressées de réaliser des économies. La raison de l'établissement de relations de coopération en matière d'achats au sein du système des Nations Unies tient au fait que ces organismes sont tous conscients des avantages découlant des achats groupés et de l'uniformisation des pratiques dans ce domaine. Les organismes participants (PNUD, FNUAP et UNOPS) ont convenu d'effectuer des achats groupés dans le but :

a) D'assurer l'approvisionnement et les livraisons ainsi que le contrôle de la qualité et de mettre à profit les achats en grandes quantités de biens et services pour en réduire le coût;

b) De mettre à profit la collaboration interinstitutions pour s'acquitter de leurs mandats respectifs;

c) De réaliser des économies d'échelle grâce aux achats groupés;

d) De réduire les dépenses d'administration en évitant les doubles emplois;

e) De recourir à une agence, le cas échéant, pour la négociation ou la gestion de contrats spécifiques.

2. Ces relations entre les organismes susmentionnés dans le domaine des achats comportent souvent des accords portant sur les services, des accords à long terme entre organismes, des mémorandums d'accord ou un accord à long terme établi et géré par un seul organisme.

3. Depuis le lancement de cette initiative, les achats groupés ont permis de réaliser des économies sensibles et de bénéficier d'un certain nombre d'autres avantages au sein du système des Nations Unies. Comme décrit ci-après, plusieurs projets d'achats groupés sont actuellement en cours et d'autres sont prévus en 2013. Ces initiatives reflètent la direction et la participation du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS, et les principaux résultats sont décrits ci-après.

II. Achats groupés effectués par les organismes des Nations Unies

4. Depuis février 2011, un certain nombre de projets d'achats groupés ont été menés à bien par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS. Ce processus a été lancé par le FNUAP en vue de mettre en place une équipe chargée des achats groupés à Copenhague. Les trois organismes participants ont convenu d'explorer les possibilités dans divers secteurs et produits, et des résultats positifs ont été rapidement obtenus.

5. Le premier appel d'offres commun (sous la direction du PNUD) portait sur les services d'assurance du fret, et un accord à long terme a été établi en 2012. Ce projet faisait participer le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Cet accord à long terme a permis au

PNUD, au FNUAP et à l'UNOPS de réaliser des économies de 1,89 million de dollars des États-Unis par an. Grâce à cet accord, ces organismes ont bénéficié de primes d'assurance inférieures de 41 à 77 % aux taux en vigueur.

6. Devant les succès enregistrés par l'équipe chargée des achats groupés à Copenhague, une équipe dirigée par le FNUAP a été mise en place pour gérer les achats groupés pour le Siège à New York (PNUD, FNUAP, Division des achats de l'ONU et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)). Cette équipe est parvenue à augmenter sensiblement les achats en utilisant les contrats respectifs des organismes participants concernant les achats au Siège. Ainsi par exemple le FNUAP met à profit les accords à long terme du PNUD portant sur les achats de matériel dans les domaines des technologies de l'information et de la traduction. En retour le PNUD utilise les accords à long terme du FNUAP sur la formation linguistique, ce qui a permis de réaliser des économies grâce au nombre plus important de licences. À cet égard les économies découlant de l'utilisation des accords à long terme du FNUAP sur la formation linguistique par les organismes des Nations Unies – qui ont pu ainsi éviter d'acquitter le prix que le fournisseur aurait demandé à chaque organisme individuellement – s'élèvent actuellement à un total de 433 000 dollars, soit des économies de 56 %. Des avantages supplémentaires sont les gains de temps dans les achats et les examens par les services juridiques ainsi que des procédures d'achat simplifiées.

7. Les accords à long terme ont été élaborés pour fournir des directives sur les achats groupés effectués par les organismes des Nations Unies. Les services d'achats peuvent donc utiliser les accords à long terme d'autres organismes sans devoir en référer au comité d'examen des marchés (lorsque certaines conditions sont réunies, ce qui élimine les doubles emplois et accroît la souplesse et la rapidité). Des accords à long terme existent à présent au PNUD, au FNUAP et à l'UNOPS.

8. Un projet de collaboration entre le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF a permis aux vacataires et titulaires de contrat de louage de services de souscrire une nouvelle police d'assurance maladie/ décès ou contre les accidents. Il est estimé que les économies s'élèvent à un montant total de 6,2 millions de dollars (62 %) sur une période de cinq ans rien que pour le PNUD.

9. Des accords à long terme ont été signés avec quatre sociétés de transport maritime et deux de transport aérien en 2012. Ce projet de collaboration (dirigé par l'UNICEF) entre le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et l'UNOPS a permis de réaliser des économies de 12 à 13 millions de dollars.

10. Les services des technologies de l'information, des achats et juridiques ont convenu de coopérer dans le domaine de l'externalisation en nuage. Douze organismes des Nations Unies (PNUD, FNUAP, UNICEF, UNOPS et ONU-Femmes, ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations, l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)) ont accepté de participer à l'appel d'offres. Le PNUD joue un rôle dirigeant dans l'établissement des accords à long terme sur les services publics standard en nuage, notamment Microsoft Office 365 et Google Apps for Business. On estime que les économies réalisées (coût annuel par utilisateur) seront variables en fonction du produit mais qu'elles s'élèveront probablement à 60 %. Le PNUD coordonne

actuellement les négociations sur les accords à long terme avec les organismes participants.

11. Un projet de collaboration sur les accords à long terme concernant le microterminal VSAT (communications par satellite) a été élaboré par huit organismes des Nations Unies (FAO, PNUD (dirigeant du projet), FNUAP, HCR, UNICEF, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, PAM et OMS). Bien que l'UNICEF et le PAM aient chacun lancé des appels d'offres et qu'ils aient prolongé certains accords à long terme, les résultats pour les organismes participants ont été extrêmement positifs. Ainsi par exemple dans les bureaux de pays du PNUD, des économies atteignant 45 % sont escomptées.

12. Par l'intermédiaire de UN Web Buy, dirigé par l'UNOPS, tous les organismes participants peuvent à présent bénéficier d'options supplémentaires, notamment plus de 200 options concernant des véhicules de fort tonnage et des bus, qui ont été ajoutées cette année. Des accords à long terme ont été également établis pour des produits et solutions utilisant l'énergie solaire pour promouvoir les achats responsables et des activités sont en cours pour les ajouter à UN Web Buy. Ces activités ont éliminé les doubles emplois par les organismes participants (PNUD, FNUAP et UNOPS) et ont permis de réaliser des économies dans l'ensemble du système des Nations Unies.

13. La collaboration PNUD/FNUAP dans le domaine des recensements et des élections a été entamée en 2012. Un appel d'offres commun a été lancé et les mêmes fournisseurs desserviront le PNUD (pour les élections) et le FNUAP (pour les recensements) dans le cadre de cet accord à long terme qui permet de réaliser d'importantes économies sur le plan administratif.

14. L'adoption d'un système informatisé commun d'appels d'offres (In-Tend) par plusieurs organismes des Nations Unies (FAO, OPS, FNUAP, PAM et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)) a permis de réaliser des économies importantes grâce à des effets de levier et des négociations au niveau mondial avec les fournisseurs. Ces organismes souscrivent à présent des abonnements annuels modiques, quel que soit le nombre de licences; ils utilisent les mêmes modèles et ils bénéficieront d'avantages supplémentaires découlant du développement du système à mesure que d'autres organismes des Nations Unies participeront à celui-ci et que des modules supplémentaires In-Tend seront utilisés.

15. Le Code de conduite à l'intention des fournisseurs des Nations Unies, adopté en 2011, est l'un des exemples les plus importants de cette collaboration. Les organismes participants bénéficiant de cette standardisation sont la FAO, le Fonds international de développement agricole, l'UIT, le PNUD, le FNUAP, le HCR, l'UNICEF, l'UNOPS et l'OMPI.

16. Un appel d'offres commun pour des équipements hospitaliers a été lancé par l'UNICEF et le FNUAP en 2011 et un accord à long terme a été ultérieurement établi. Ces activités ont permis d'éviter la duplication des coûts de transaction, et les appels d'offres sont à présent plus intéressants pour les fournisseurs étant donné les commandes plus importantes.

17. Parallèlement au succès de ces achats groupés, les activités menées par l'UNICEF puis le FNUAP sous les auspices du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion complètent la collaboration déjà en cours et les projets futurs.

La première phase de la politique d'harmonisation a été achevée à la fin de 2012, et la deuxième commencera au deuxième semestre de 2013. Les principaux résultats escomptés (dans le cadre de la première phase) sont les suivants : une table des matières uniformisée et un glossaire commun des termes relatifs aux achats, des directives révisées concernant les achats groupés des Nations Unies au niveau des pays et de nombreux matériels de formation sur la coopération interinstitutions. Ces outils faciliteront les achats groupés et amélioreront l'exécution des projets de collaboration en cours et futurs.

III. Achats groupés en cours

18. Plusieurs achats groupés importants sont en cours en juin 2013. Ces activités s'inscrivent dans la ligne des progrès enregistrés depuis le lancement du projet d'harmonisation en 2011. Il est évident que des postes de dépense importants des Nations Unies (par exemple les véhicules) ainsi que des domaines complexes délicats (notamment les sanctions frappant les fournisseurs) peuvent également faire l'objet d'examens. L'uniformisation des processus dans ces domaines continuera de réduire les coûts pour tous les organismes participants et améliorera la gestion des risques et la transparence au sein du système des Nations Unies.

19. Les organismes des Nations Unies s'attachent actuellement à mettre en œuvre leur propre système de sanctions des fournisseurs, fondé sur les recommandations du comité d'examen des fournisseurs. Ce dernier, qui est un organe consultatif technique, recommande au chef du service des achats d'écarter ou de sanctionner un fournisseur qui prend part à des pratiques interdites (fraude, corruption, complicité, contrainte ou pratiques contraires à la déontologie). Les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Copenhague (PNUD, FNUAP, UNICEF et UNOPS) évaluent actuellement les options permettant de fusionner les commissions chargées des sanctions et les comités d'examen des fournisseurs à Copenhague. Une collaboration interinstitutions plus poussée dans la gestion des fournisseurs comporte des avantages sur le plan de l'efficacité et du contrôle de la qualité. Au cours du troisième trimestre de 2013, les organismes consulteront leurs services juridiques respectifs pour évaluer les questions de confidentialité sur la participation du personnel des Nations Unies à des pratiques interdites. En outre le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS définissent actuellement le mandat des commissions chargées des sanctions contre les fournisseurs et des comités d'examen des fournisseurs.

20. Le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies géré par l'UNOPS, qui est un projet de réforme de l'homologation des fournisseurs, sera mis au point définitivement en 2013. Il accélérera l'homologation des fournisseurs et renforcera l'efficacité du processus d'approbation des utilisateurs, ce qui réduira les frais d'administration pour les organismes participants. Par ailleurs, pour appuyer le processus de sanction des fournisseurs, le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies a été mis à jour de sorte qu'il peut générer une liste unifiée des sanctions à usage interne à l'intention des organismes participants des Nations Unies. Cette liste leur sera d'une grande utilité dans la gestion des fournisseurs qui remplissent les conditions requises lorsque ces organismes lanceront officiellement leurs programmes de sanctions.

21. Les véhicules à moteur et le matériel de transport représentent la sixième catégorie la plus importante de dépenses effectuées par les Nations Unies. Sous les

auspices du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, un projet a été lancé pour examiner les 300 millions de dollars consacrés à l'achat de véhicules par les organismes des Nations Unies, 17 d'entre eux étant représentés. Ce projet identifiera les possibilités de grouper et d'uniformiser les achats au sein du système des Nations Unies. En uniformisant et en centralisant les achats, les organismes participants pourront réaliser des économies s'élevant à 10 à 20% du coût total. L'uniformisation du type de véhicules permettra également de réduire les dépenses futures d'entretien et de révision, et les transferts interinstitutions (de véhicules comme de personnel possédant des connaissances techniques spécialisées en matière de véhicules) seront aussi facilités. Le PNUD joue un rôle dirigeant dans ce projet. L'objectif est de mettre en place un accord à long terme sur les achats de véhicules pour tous les organismes participants, compte dûment tenu de leur caractère responsable. La première phase (collecte de données et évaluation de faisabilité) a été achevée au deuxième trimestre de 2013. La deuxième phase (mise en place du cadre d'achats) permettra d'élaborer le cadre de collaboration concernant l'achat de véhicules et la troisième phase portera essentiellement sur l'amélioration de la gestion globale du parc.

IV. Achats groupés futurs

22. En 2013 de nouveaux projets d'achats groupés sont prévus ou ont été entamés. Ces initiatives portent souvent sur le passage à des pratiques de production et de consommation plus responsables. Bien que les organismes des Nations Unies prennent en compte un certain nombre de questions relatives aux changements climatiques dans le cadre de leur domaine d'activité thématique, ces problèmes ne peuvent être résolus si une attention plus grande n'est pas portée à des achats de produits et services plus responsables. Des achats groupés jouent donc un rôle clé dans la contribution au développement durable.

23. En ce qui concerne l'acquisition de réductions d'émissions certifiées, l'UNOPS a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour définir un programme permettant d'acquérir les certificats de compensation des émissions de carbone. Tous les autres organismes des Nations Unies (notamment le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF) ont été invités à participer à l'acquisition de réductions d'émissions certifiées pour compenser leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces organismes ont jusqu'en septembre 2013 pour prendre leur décision. Il est prévu que cette acquisition sera achevée d'ici la fin de 2013.

24. Les achats effectués par les organismes des Nations Unies dans le secteur de la santé représentent une part importante du marché (3 milliards de dollars en 2012) si bien que la masse critique de ces achats peut inciter le marché à adopter des pratiques plus responsables. Les principaux membres de l'équipe spéciale interinstitutions officielle sur les achats responsables dans le secteur de la santé sont le PNUD, le PNUE, le FNUAP, l'UNICEF, l'UNOPS et l'OMS. Ces organismes s'attachent à influencer l'ensemble de la chaîne des achats et des fournitures dans le domaine des produits chimiques et de santé. Une approche interinstitutions comporte trois niveaux :

a) Les conséquences sur les normes internationales (par exemple les programmes de préqualification du matériel médical et des médicaments);

b) Les procédures d'achat – pondération environnementale obligatoire dans l'évaluation;

c) Les caractéristiques techniques des produits – notamment les normes, caractéristiques et critères environnementaux.

25. Des achats groupés dans le domaine des voyages et services de visa pour les organismes ayant leur siège à Copenhague seront effectués sous la direction de l'UNOPS. Ce projet exercera un essai de levier grâce aux dépenses de voyage effectuées par les organismes susmentionnés en vue de minimiser les dépenses de voyages et d'améliorer l'efficacité des processus conformément aux pratiques en vigueur dans ce secteur. La première phase porte sur les services d'agence de voyages et la deuxième sur les itinéraires des compagnies aériennes. Un groupe de travail sera constitué et comprendra des représentants du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF, de l'UNOPS et éventuellement de l'OMS.

26. De même, en vue d'améliorer l'efficacité et de réduire les dépenses, l'UNOPS dirigera un exercice d'achats groupés de produits de bureautique pour la nouvelle ville de l'ONU à Copenhague. Ce projet doit commencer au quatrième trimestre de 2013.

V. Conclusion

27. Depuis 2011, les initiatives d'achats groupés dirigées par le PNUD, le FNUAP et l'UNOPS ont apporté des améliorations sensibles et permis de réaliser des économies importantes au sein du système des Nations Unies. Un grand nombre de ces projets ont également éliminé les doubles emplois, renforcé l'uniformisation et amélioré les achats effectués par les bureaux de pays. Les projets de coopération qui se poursuivront en 2013 permettront aux organismes susmentionnés de continuer à collaborer pour élargir l'éventail des secteurs et produits pouvant faire l'objet d'achats groupés. Cette coopération repose sur le fait qu'ils sont conscients des avantages apportés par des achats groupés et par l'uniformisation des procédures d'achats au sein du système des Nations Unies. L'appui de tous les organismes participants a été et continuera d'être extrêmement précieux pour ce projet.